



PRÉFET DE TARN-ET-GARONNE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

Service Eau et Biodiversité
Bureau Police de l'Eau

Arrêté Préfectoral n° 82-2024-12-02-00001

**modifiant l'arrêté n°03-192 du 10 février 2003 relatif au règlement d'eau autorisant
Électricité de France à utiliser l'énergie hydraulique de la rivière Tarn au moyen de
l'usine hydroélectrique de Lagarde**

Communes de Barry-Islemade, Albefeuille-Lagarde et Villemade

**Le préfet de Tarn-et-Garonne,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

Vu la Directive 2000/60/CE du Parlement Européen et du Conseil établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau en date du 23 octobre 2000 ;

Vu le code de l'environnement notamment les articles L211-1, L214-1 à L214-6, R214-6, L181-14, R181-45 et R181-46 ;

Vu le code de l'énergie et notamment ses articles L311-1, L311-5, L511-1 à 9 et L531-1 relatifs aux installations hydroélectriques relevant du régime d'autorisation environnementale ;

Vu le code général de la propriété des personnes publiques ;

Vu le code des transports et notamment la quatrième partie relative à la navigation intérieure et le transport fluvial ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action de services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 22 mars 2023 nommant M. Vincent ROBERTI, préfet de Tarn-et-Garonne ;

Vu l'arrêté du 13 février 2002 fixant les prescriptions générales applicables aux consolidations, traitements ou protections de berges soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 3.1.4.0 (2°) de la nomenclature annexée décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à autorisation et relevant des rubriques 1.1.2.0, 1.2.1.0, 1.2.2.0 ou 1.3.1.0 de la nomenclature annexée au tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 28 novembre 2007 fixant les prescriptions générales applicables aux installations, ouvrages, travaux ou activités soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 3.1.2.0 (2°) de la nomenclature annexée au tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 19 décembre 2011 relatif à la mesure des prélèvements d'eau et aux modalités de calcul de l'assiette de la redevance pour prélèvement sur la ressource en eau ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 septembre 2015 fixant les prescriptions techniques générales applicables aux installations, ouvrages, épis et remblais soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles

L214-1 à L214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 3.1.1.0 de la nomenclature annexée à l'article R214-1 du code de l'environnement ;

Vu le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des eaux (SDAGE) du bassin Adour-Garonne 2022-2027 ;

Vu l'arrêté ministériel du 7 octobre 2013 établissant la liste des cours d'eau mentionnée au 1° du I de l'article L214-17 du code de l'environnement sur le bassin Adour Garonne ;

Vu l'arrêté ministériel du 7 octobre 2013 établissant la liste des cours d'eau mentionné au 2° du I de l'article L214-17 du code de l'environnement sur le bassin Adour Garonne ;

Vu le décret du 7 janvier 1980 relatif à l'aménagement et l'exploitation de la chute de Lagarde, sur le Tarn, dans le département de Tarn-et-Garonne et notamment l'article 23 du cahier des charges de concession ;

Vu la convention du 23 septembre 1976 entre EDF et M. Garnero fixant la priorité de dérivation des eaux du Tarn et les conditions des réparations à effectuer éventuellement sur le barrage pour la durée de la concession ;

Vu l'arrêté préfectoral n°03-192 du 10 février 2003 relatif au règlement d'eau autorisant Électricité de France à utiliser l'énergie hydraulique de la rivière Tarn au moyen de l'usine hydroélectrique de Lagarde, communes de Barry-Islemade et Villemade ;

Vu l'arrêté préfectoral modificatif n°2008-1808 du 30 septembre 2008 modifiant l'arrêté préfectoral n°03-192 susvisé ;

Vu le porté à connaissance déposé le 7 mai 2024 et complété le 23 juillet 2024 par Électricité de France relatif à la mise en œuvre de travaux de modernisation et mise en conformité au titre de la continuité écologique de l'aménagement hydroélectrique de Lagarde ;

Vu la décision de l'autorité environnementale en date du 12 décembre 2023, de ne pas soumettre le projet de modification à évaluation environnementale ;

Vu l'avis de l'Office français de biodiversité en date du 30 août 2024 ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral adressé au permissionnaire en date du 8 septembre 2024 ;

Vu l'avis du permissionnaire en date du 18 novembre 2024 sur le projet visé ci-dessus ;

Considérant qu'une participation du public par voie électronique a été organisée du 16 septembre au 16 octobre 2024 ;

Considérant que le projet de modernisation de la centrale hydroélectrique de Lagarde comprend une augmentation de la puissance autorisée avec reconstruction de la centrale hydroélectrique et les travaux de mise en conformité de la continuité écologique en rive gauche de la chaussée ;

Considérant que l'augmentation de la puissance maximale brute (PMB) de 890 kW à 1342 kW constitue une augmentation de 51 % de la PMB ;

Considérant que l'augmentation de la puissance normale disponible (PND) de 420 kW à 708 kW constitue une augmentation de 68 % de la PND ;

Considérant que cette augmentation de puissance dépasse le seuil de 25 % fixé à l'article L311-1 du code de l'énergie ;

Considérant toutefois que cette augmentation de puissance est réalisée sans modification du débit dérivé, sans augmentation de la hauteur de la chaussée ni du plan d'eau amont, et résulte de l'augmentation de la hauteur de chute liée à l'effacement dans les années 80 d'un ancien seuil en aval ;

Considérant que la modernisation de la centrale hydroélectrique de Lagarde constitue une modification notable de l'ouvrage mais ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens du I de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

Considérant que les ouvrages rétablissant la continuité écologique seront réalisés au plus tard pour le 31 mars 2026 ;

Considérant que le projet ne porte pas atteinte aux objectifs de conservation des sites Natura 2000 ;

Considérant que la chaussée n'est pas inscrite sur la liste prévue à l'article L4242-3 du code des transports ;

Considérant que les travaux pour réaliser le projet nécessitent la mise en place de batardeaux dans le lit du Tarn et que cette opération requiert une surveillance afin de ne pas dégrader la qualité du Tarn ;

Considérant qu'il est nécessaire de garantir et de s'assurer de la bonne reprise de la végétation implantée lors de la phase de revégétalisation, afin d'atteindre la stabilisation de l'aménagement, d'assurer l'intégration paysagère, de retrouver les fonctionnalités et la diversité d'habitats naturels ;

Sur proposition du directeur départemental des territoires de TARN-ET-GARONNE ;

ARRÊTE

Titre I : Portée de l'autorisation et conditions générales

Article 1 : portée de l'autorisation

La société Électricité de France SA (EDF PETITE HYDRO, 51 boulevard Vivier Merle 69003 LYON, SIRET n°552 081 317 92114), est autorisée à modifier la centrale hydro-électrique de Lagarde située sur le territoire de la commune de Barry d'Islemade conformément à son dossier de demande de modifications du 23 juillet 2024 ;

La présente autorisation tient lieu de :

- absence d'opposition à déclaration d'installations, ouvrages, travaux et activités mentionnés au II de l'article L.214-3 et visés à l'article 3 ;
- autorisation d'exploiter l'énergie hydraulique en application de l'article L511-1 du code de l'énergie ;

L'augmentation de la puissance normale disponible (PND) étant supérieure au seuil de 25 % fixé à l'article L311-1 du code de l'énergie, l'installation est considérée comme une nouvelle installation au sens du code de l'énergie. Elle constitue une installation existante au sens du code de l'environnement.

L'autorisation initiale de 42 ans fixée à l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 10 février 2003 n'est pas prolongée. L'autorisation reste valable jusqu'à l'échéance initiale, soit le **31 décembre 2045**.

Article 2 : abrogation des actes administratifs antérieurs

Les dispositions techniques des arrêtés préfectoraux suivants sont abrogés selon les modalités ci-dessous :

Référence de l'arrêté préfectoral	Articles abrogés
Arrêté préfectoral modificatif n°2008-1808 du 30 septembre 2008	Tous
Arrêté préfectoral n°03-192 du 10 février 2003	Tous sauf : <ul style="list-style-type: none">• article 1 alinéa 1

Article 3 : Classement IOTA

Les installations, ouvrages, travaux ou activités rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou déclaration au titre de l'article L214-3 du code de l'environnement.

Les rubriques concernées listées dans le tableau annexé à l'article R214-1 du code de l'environnement sont les suivantes :

Rubrique	Régime	Intitulé	Consistance	Date d'autorisation initiale	Durée autorisation
1.2.1.0	A	A l'exception des prélèvements faisant l'objet d'une convention avec l'attributaire du débit affecté prévu par l'article L214-9, prélèvements et installations et ouvrages permettant le prélèvement, y compris par dérivation, dans un cours d'eau, dans sa nappe d'accompagnement ou dans un plan d'eau ou canal alimenté par ce cours d'eau ou cette nappe : 1° d'une capacité totale maximale supérieure ou égale à 1 000 m ³ /heure ou à 5 % du débit du cours d'eau ou, à défaut, du débit global d'alimentation du canal ou du plan d'eau (A)	Débit total dérivé : 40 m³/s	10/02/2003	31/12/2045
1.3.1.0	A	A l'exception des prélèvements faisant l'objet d'une convention avec l'attributaire du débit affecté prévu par l'article L214-9, ouvrages, installations, travaux permettant un prélèvement total d'eau dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative instituées, notamment au titre de l'article L211-2, ont prévu l'abaissement des seuils : 1° Capacité supérieure ou égale à 8 m ³ /h ;			
3.1.1.0	A	Installations, ouvrages, remblais et épis, dans le lit mineur d'un cours d'eau, constituant : 1° un obstacle à l'écoulement des crues 2° un obstacle à la continuité écologique a) entraînant une différence de niveau supérieure ou égale à 50 cm, pour le débit moyen annuel de la ligne d'eau entre l'amont et l'aval de l'ouvrage ou de l'installation	Chaussée de Lagarde Hauteur de chute au module : 2,70 m (chaussée partagée avec l'exploitant en rive droite)	-	-
3.1.2.0	A	Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0, ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau : 1° sur une longueur de cours d'eau supérieure ou égale à 100 m	Remous hydraulique de 7,9 km en amont, jusqu'au pied de la chaussée des Albarèdes	-	-

Article 4 : Puissance maximale brute (PMB)

La puissance maximale brute hydraulique calculée à partir du débit maximal de la dérivation (40 m³/s) et de la hauteur de chute maximale (3,42 m) est fixée à 1 342 kW, ce qui correspond, compte tenu du rendement normal (79%), du débit moyen turbinable (28,5 m³/s) et des pertes de charges, à une puissance normale disponible de 708 kW.

La puissance électrique installée est de 999 KWe

Article 5 : Réglementation applicable

Outre les prescriptions techniques fixées par le présent arrêté, l'installation est soumise aux dispositions ci-après :

Intitulé court	rubrique	Arrêté ministériel de prescriptions
Prélèvements d'eau	1.2.1.0 1.3.1.0	Arrêté ministériel du 11/09/03 fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à autorisation et relevant des rubriques 1.1.2.0, 1.2.1.0, 1.2.2.0 ou 1.3.1.0
		Arrêté ministériel du 19/12/2011 relatif à la mesure des prélèvements d'eau et aux modalités de calcul de l'assiette de la redevance pour prélèvement sur la ressource en eau

Intitulé court	rubrique	Arrêté ministériel de prescriptions
Chaussée	3.1.1.0	Arrêté ministériel du 11/12/2015 fixant les prescriptions techniques générales applicables aux installations, ouvrages, épis et remblais soumis à autorisation ou à déclaration et relevant de la rubrique 3.1.1.0
	3.1.2.0	Arrêté du 28/11/2007 fixant les prescriptions générales applicables aux installations, ouvrages, travaux ou activités soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 3.1.2.0 (2°) de la nomenclature annexée au tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement

Article 6 : Conformité au dossier et modifications

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objets de la présente autorisation, sont situés, installés et exploités conformément aux plans et contenu du dossier sans préjudice des dispositions de la présente autorisation.

Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation, conformément aux dispositions de l'article R181-46 du code de l'environnement.

Article 7 : Information des tiers

Un panneau d'information indiquant au minimum le débit turbiné, le débit réservé, la cote de la retenue normale et les références de tous les arrêtés préfectoraux d'autorisation devra être installé à l'entrée de l'usine hydroélectrique et maintenu pendant toute la durée de l'autorisation.

Article 8 : Caractère de l'autorisation et transfert

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité de l'État exerçant ses pouvoirs de police.

Conformément à l'article R.181-47, le nouveau bénéficiaire devra déclarer le transfert de l'autorisation au préfet préalablement. Le préfet dispose d'un délai de deux mois pour s'opposer au transfert.

Article 9 : Déclaration des incidents ou accidents

L'exploitant est tenu de déclarer, dès qu'il en a connaissance, au préfet les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, le maître d'ouvrage devra prendre ou faire prendre les dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

L'exploitant demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

Article 10 : Renouvellement de l'autorisation

Conformément à l'article R.181-49 du code de l'environnement, l'exploitant devra présenter la demande de prolongation ou de renouvellement de l'autorisation environnementale au moins 6 mois avant l'échéance d'expiration de la présente autorisation visée en article 1.

Article 11 : Limites de l'autorisation

La présente autorisation se limite à la portée définie à l'article 1 du présent arrêté.

Elle ne dispense en aucun cas l'exploitant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations. Le droit des tiers demeure réservé.

La présente autorisation ne vaut pas autorisation d'occuper ou de traverser les terrains des riverains ni du Domaine Public Fluvial.

Article 12 : Accès aux installations et exercice des missions de police

Les agents en charge de mission de contrôle au titre du code de l'environnement ont libre accès aux activités, installations, ouvrages ou travaux relevant de la présente autorisation dans les conditions fixées par l'article L181-16 du code de l'environnement. Ils peuvent demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

Titre II : Caractéristiques des ouvrages

Article 13 : Caractéristiques du seuil

Les eaux sont déviées au moyen d'un ouvrage situé sur les communes de Barry d'Islemade, Albefeuille-Lagarde et Villemade, créant une retenue à la cote normale de 72,02 m NGF. Elles sont restituées à la rivière Tarn à la cote 69,50 m NGF au module et 68,60 m NGF en étiage.

La hauteur de chute maximale est de 3,42 m.

Article 14 : Obligations et responsabilités

La chaussée de Lagarde étant une chaussée dite « partagée » avec deux exploitants, l'un en rive droite, l'autre en rive gauche, les deux exploitants sont solidairement tenus de respecter les obligations réglementaires pour ce seuil, notamment les obligations réglementaires relatives :

- à la continuité écologique ;
- au respect des débits réservés ;
- à la continuité sédimentaire ;
- à la signalisation des ouvrages ;
- à la continuité de navigation.

Dans le cadre de l'exploitation de l'usine hydroélectrique en rive gauche, le pétitionnaire est responsable de la conception, de l'entretien et du fonctionnement suivants :

- continuité écologique :
 - ouvrages de dévalaison et montaison situés en rive gauche selon les dispositions du présent arrêté ;
- débit réservé : selon les dispositions du présent arrêté ;

Titre III : Prescriptions relatives au débit réservé, aux débits de continuité écologique et aux niveaux d'eau

Article 15 : Débit maintenu à l'aval de l'ouvrage (débit réservé)

Le niveau normal d'exploitation de la retenue est fixé à la cote : 72,02 m NGF. Il ne devra pas être inférieur à cette cote.

Conformément à l'article L.214-8 du code de l'environnement, le débit réservé est fixé au 1/20e du module du cours d'eau Tarn, soit **7,675 m³/s**.

L'exploitant est tenu de maintenir dans le lit du cours d'eau, à l'aval immédiat du barrage, dans la limite du débit entrant observé à l'amont, ce débit réservé.

Si le débit à l'amont immédiat de l'ouvrage est inférieur au débit réservé, c'est l'intégralité de celui-ci qui est laissé au lit du cours d'eau.

L'exploitant est autorisé à turbiner une partie du débit réservé, hors débit assurant le fonctionnement des ouvrages de continuité écologique et le débit de surverse sur la chaussée.

Le débit réservé est réparti ainsi :

Débit réservé total : 7,675 m ³ /s	Débit continuité écologique 3,580 m ³ /s	Débit passe à poissons RG	0,75 m ³ /s
		Débit passe à poissons RD	0,58 m ³ /s
		Débit passe à anguilles RD	0,05 m ³ /s
		Débit dévalaison RG	1,2 m ³ /s
		Débit dévalaison RD	1 m ³ /s
	Débit réservé hors continuité écologique 4,095 m ³ /s	Ouvrage de continuité de navigation	0 m ³ /s
		Surverse sur la chaussée :	
		Cote de la crête	72,00
		Hauteur lame d'eau sur la chaussée	2 cm
		Longueur de surverse de la chaussée	245 m
		Débit surversé	1,2 m ³ /s
		Cote légale d'exploitation	72,02 m NGF
		Débit réservé turbinable	2,895 m ³ /s

RG : rive gauche (centrale exploitée par EDF)

RD : rive droite (centrale utilisée par un autre exploitant)

Article 16 : Dispositifs de contrôle des niveaux d'eau et débits

16.1. Echelle limnimétrique

L'exploitant, ou à défaut le propriétaire, est tenu d'établir et d'entretenir les repères et dispositifs destinés à permettre la vérification sur place du respect des niveaux et débits mentionnés au présent chapitre.

Les repères sont définitifs et invariables. Ils sont rattachés au nivellement général de la France (NGF).

Une échelle limnimétrique sera installée avant le **31 mars 2026**, son implantation est à valider par le service en charge de la police de l'eau.

Le 0 de l'échelle limnimétrique est calé à 72,02 m NGF.

Le calage de l'échelle limnimétrique devra être réalisé par un géomètre diplômé. L'attestation du géomètre précisant cette cote est tenue à la disposition des agents de contrôle sans limitation de durée.

16.2. Mesure de la hauteur de la retenue

L'exploitant est tenu de mettre en place un dispositif automatisé de mesure de la hauteur d'eau de la retenue.

Les mesures sont enregistrées informatiquement et tenues à la disposition des inspecteurs de l'environnement pendant une durée minimale de 3 ans.

16.3. Mesure des débits prélevés

L'exploitant est tenu de mesurer les débits prélevés pour le fonctionnement des turbines hydroélectriques.

Ces mesures de débit peuvent être réalisées à partir des données de comptage de l'énergie électrique produite selon les modalités fixées à l'article 9 de l'arrêté ministériel du 19 décembre 2011 relatif à la mesure des prélèvements d'eau.

En période d'étiage du cours d'eau Tarn, et notamment dès que le seuil de vigilance sécheresse est franchi pour ce cours d'eau, les volumes horaires prélevés sont enregistrés.

En dehors des périodes sécheresse, les volumes prélevés sont enregistrés quotidiennement.

Les registres sont tenus à la disposition des agents du contrôle pendant une durée de 3 ans.

Titre IV : Ouvrages de continuité écologique et sédimentaire

Article 17 : Ouvrages de continuité écologique

L'exploitant ou à défaut le propriétaire, est tenu, d'entretenir et d'assurer le fonctionnement des dispositifs décrits dans le présent article. Aucune modification ne doit être apportée à ces dispositifs sans validation du service en charge de la police de l'eau.

L'ensemble de ces dispositifs doit rester accessible pour les agents des services chargés du contrôle sous réserve d'impératifs de sécurité.

17.1. Ouvrage de montaison des poissons

Le franchissement à la montaison est assuré par une passe à poissons à bassins successifs. La passe à poissons existante doit être optimisée. Ses caractéristiques sont les suivantes :

- implantation : rive gauche,
- type : à bassins successifs à fentes verticales
- Présence de rugosité au fond de la passe à poissons
- nombre de bassins : 13
- nombres de chutes : 13
- grille de protection de l'entrée hydraulique : entrefers 30 cm
- largeurs des échancrures : 33 cm sauf l'échancrure de la cloison 13 (70 cm) qui correspond à l'entrée piscicole
- échancrures équipées de pelles réglables et ajustables en bois
- hauteur de chute moyenne interbassins (étiage) : entre 0,19 et 0,26 m
- cote madrier + pelle coté entrée piscicole : 68 m NGF à la RN
- largeur de l'entrée hydraulique : 0,33 m
- puissances dissipées inférieures à 150 W/m³
- débit nominal : 0,75 m³/s
- Présence deux masques déflecteurs à l'amont de l'entrée piscicole, implantés légèrement décalé, de l'échancrure (implantation à valider avec l'OFB).

Des mesures de débit et de la hauteur de chute inter-bassin seront faites in situ après la mise en eau. Lorsque l'ensemble des mesures seront correctes, l'exploitant devra mettre à sec l'ouvrage annuellement afin de s'assurer du maintien des pelles. Cette obligation de contrôle annuel n'est pas applicable si les pelles en bois sont remplacées par des pelles béton.

17.2. Dévalaison

La continuité écologique à la dévalaison est garantie par une grille à entrefer étroit équipé d'exutoires en partie supérieure ayant les caractéristiques suivantes :

- largeur : 12,5 m
- longueur totale : 8 m
- angle par rapport à l'horizontale : 26°
- altitude de fond : 68 m NGF
- altitude haut de grille : 71,50 m NGF

- présence de tôles de bouchage au sommet du plan de grille entre chaque exutoire à partir de la cote 71,50 m NGF
- entrefers : 20 mm
- type de barreaux : hydrodynamiques
- 3 exutoires de largeur 0,9 m sont installés en sommet de grilles, un accolé à la rive gauche, un central (distant à l'axe de 4,75 m des deux autres fenêtres), un en rive droite (axe à 2,05 m de la rive) et séparés par des tôles de bouchage. La goulotte est mixte dégrillats/poissons. La largeur de la goulotte est croissante : 100 cm, 150 cm puis 200 cm en suivant le nombre d'exutoires se déversant dans celle-ci. Le tirant d'eau est de 0,5 m.

La goulotte fait transiter un débit total de 1,2 m³/s avec des vitesses homogènes de l'ordre de 1 m/s.

La fosse de réception a une profondeur de 1 m.

Le plan de grilles est équipé de deux dégrilleurs à bras hydraulique.

Le jet de dévalaison ne doit pas engendrer de perturbation de l'entrée piscicole de la passe à poissons. Un contrôle de l'OFB lors de la mise en eau des ouvrages de continuité écologique validera le dispositif du jet de dévalaison choisi par l'exploitant.

La cote du seuil de contrôle de la dévalaison (comprise entre 71,6 et 71,7 m NGF) est à valider par une mesure de débit de dévalaison réalisé par un organisme de contrôle extérieur. L'exploitant transmettra au service en charge de la police de l'eau, la cote finale et le rapport de mesure réalisé par l'organisme de contrôle extérieur.

17.3. Délais de mise en conformité

L'exploitant est tenu de mettre en conformité les ouvrages de continuité écologique du présent article avant le **31 mars 2026**.

Article 18 : Opération de gestion du transit des sédiments

Le seuil n'est pas équipé de vanne de continuité sédimentaire.

Titre V : Prescriptions relatives à l'entretien et au fonctionnement

Article 19 : Entretien de l'installation

Tous les ouvrages et les abords des installations et de l'usine doivent être constamment entretenus en bon état par les soins et aux frais de l'exploitant.

Le barrage notamment devra rester libre de tout embâcle ou débris flottant, dans des délais d'intervention compatibles pour une intervention sécurisée du personnel.

L'exploitant ou à défaut le propriétaire manœuvre les organes de régulation de l'ouvrage de manière à respecter les cotes mentionnées dans l'arrêté d'autorisation ou dans les arrêtés de prescriptions complémentaires.

L'exploitant ou à défaut le propriétaire entretient et maintient fonctionnels les dispositifs établis pour assurer ses obligations en matière de continuité écologique et de débit restitué à l'aval.

Le fascicule d'entretien des dispositifs de franchissement à la montaison et à la dévalaison, établi à l'attention de l'agent d'entretien, est transmis à l'autorité administrative, à sa demande.

L'exploitant contrôle par télégestion via internet les différents paramètres de fonctionnement de la centrale. Des contrôles réguliers par des organismes extérieurs sont effectués de manière préventive sur les installations électriques et les équipements principaux de la centrale.

L'exploitant ou à défaut le propriétaire est tenu d'entretenir la retenue et, le cas échéant, les canaux d'amenée d'eau aux turbines et les canaux de fuite.

Le service de police de l'eau est tenu informé des dates de réalisation de ces opérations d'entretien au moins 15 jours avant leur démarrage, sauf dans les cas où l'urgence impose une intervention immédiate.

Les déchets d'activités propres à l'exploitation de l'ouvrage et des équipements (consommables, huiles...) sont évacués vers les filières adaptées.

Article 20 : Régulation des prises d'eau et du débit du cours d'eau en aval

Le fonctionnement dit « par éclusées » est interdit. Les ouvertures et fermetures des prises d'eau doivent être progressives afin de ne pas générer de variations brusques du débit du cours d'eau en aval.

L'exploitant dispose de procédures écrites et des consignes afin de respecter les dispositions du présent article. Les consignes doivent tenir compte des variations de débit en amont, des temps de réponse de la hauteur du plan d'eau amont et des temps de réponse des ouvrages. Ces consignes, et le cas échéant la programmation de l'automate, et leur justification technique (calculs différentiels d'asservissement) sont tenus à la disposition du service de la police de l'eau.

Lorsque l'ouverture / fermeture des prises d'eau est piloté manuellement, les consignes sont affichées à proximité des organes de commande.

Lorsque l'ouverture / fermeture des prises d'eau est piloté par un automate, celui-ci doit être programmé en conséquence.

Titre VI : Navigation

Article 21 : Continuité de navigation

En l'absence de la liste prévue à l'article L.4242-3 du code des transports qui doit fixer les ouvrages pour lesquels doit être mis en place un aménagement permettant leur franchissement ou leur contournement pour assurer la circulation sécurisée des bateaux non motorisés, l'exploitant n'est pas tenu de mettre en place une continuité de navigation.

L'absence d'obligation réglementaire à la date de la délivrance de la présente autorisation ne vaut pas dispense d'obligation sur la durée de l'autorisation.

L'exploitant est informé que l'ouvrage est susceptible d'être inscrit sur la liste prévue à l'article L.4242-3 et devra alors se mettre en conformité.

Article 22 : Signalisation des ouvrages

En l'absence de la liste prévue à l'article L.4242-2 du code des transports qui doit fixer les ouvrages pour lesquels doit être mis en place une signalisation propre à assurer la sécurité de la circulation des bateaux non motorisés, l'exploitant n'est pas tenu de mettre en place une telle signalisation.

L'absence d'obligation réglementaire à la date de la délivrance de la présente autorisation ne vaut pas dispense d'obligation sur la durée de l'autorisation.

L'exploitant est informé que l'ouvrage est susceptible d'être inscrit sur la liste prévue à l'article L.4242-2 et devra alors se mettre en conformité.

Titre VII : Phase travaux

Article 23 : Exécution des travaux

23.1. Exécution des travaux

Les travaux seront réalisés conformément aux modalités indiquées dans le porté à connaissance de mai 2024, complété en juillet 2024.

Une semaine avant les travaux de coupe des arbres, le service instructeur sera prévenu par mail des modalités d'intervention.

Deux mois avant le début du chantier, un dossier sera transmis au service instructeur afin de l'informer des entreprises choisies, de préciser le calendrier de réalisation des travaux et les points techniques restant à valider.

Aucun remblai supplémentaire ne sera fait par rapport à la situation existante.

L'ensemble des travaux devront être terminés pour **le 31 mars 2026**, réception de l'usine.

23.2. Mise en place des batardeaux et palplanches

Les travaux de batardage seront réalisés en période d'étiage du cours d'eau. Les batardeaux devront être retirés au plus tard le **15 novembre 2025**.

Ils sont réalisés avec des matériaux exempts d'espèces exotiques envahissantes. Un écologue valide la zone d'emprunt et son rapport est transmis à la DDT et l'OFB, dans un délai maximum d'un mois après son passage.

Deux rideaux de palpanches sont mis en place afin d'étancher toute la zone.

23.3. Réparation des désordres de la chaussée et reprise de l'affouillement en aval de la passe à poissons

Un renard et une cavité sont présents au niveau du clapet en rive droite de la montaison. Un affouillement a été recensé à l'aval de la passe à poissons. Ces désordres sont repris lors des travaux, ils nécessitent la mise en place de pompage complémentaire.

23.4. Suivi de la qualité des eaux

Un suivi de la qualité des eaux est réalisé sur une station en amont et en aval du site d'implantation durant toute la durée du chantier. Les mesures en aval sont réalisées en rive gauche, toutes les 15 minutes.

En cas de dépassement de ces deux seuils, les travaux sont stoppés et la DDT est prévenue :

- taux en oxygène dissous inférieur à 3 mg/l
- concentration en matières en suspension supérieure à 3 g/l en moyenne sur 2 heures ou 5 g/l en instantané.

La reprise des travaux est conditionnée à la mise en place de techniques de gestion des eaux de pompage plus efficaces.

23.5. Pêches électriques

Dès la mise en œuvre des batardeaux et avant assèchement de chaque zone objet des travaux, une pêche électrique de sauvetage est réalisée, par un organisme habilité, après obtention de l'autorisation spécifique demandée auprès du bureau biodiversité de la DDT.

Les poissons présents capturés sont relâchés dans le cours d'eau à proximité, après identification, dénombrement et retrait pour destruction des espèces exotiques envahissantes (EEE) présentes.

Les comptes rendus des pêches de sauvetage sont à transmettre à la DDT et l'OFB, dans un délai d'un mois maximum après chaque pêche.

23.6. Gestion des eaux de pompage

Les eaux issues de la mise en assec des fouilles par pompage seront dirigées vers une fosse de décantation située en aval afin de limiter la propagation des matières en suspension et de protéger le Tarn d'éventuelles pollutions accidentelles.

23.7. Espèces Exotiques Envahissantes (EEE) et suivi de la reprise de la végétation

Le site est colonisé par des EEE, aussi, une attestation de destination des déchets verts (éradication des EEE) est transmise à la DDT et l'OFB, dans un délai maximum d'un mois.

Les 3 Robiniers faux-acasia et l'Erable Negundo se situant sur l'emprise de la piste d'accès sont à dessoucher.

Les entreprises intervenant sur site prennent toutes les précautions permettant d'éviter la dispersion des EEE (balisage des massifs notamment le patch de Renouée du Japon, recouvrement par une bâche noire des massifs à proximité immédiate du chantier, traitement des massifs s'ils sont localisés sur l'emprise des travaux, nettoyage scrupuleux des engins avant et après manipulation de zones potentiellement souillées).

En cas d'introduction d'espèces exotiques envahissantes, un plan d'éradication est à mettre en place avec une obligation de résultats et un suivi de la végétation est mis en place pour une durée minimale de 5 ans.

A la fin des travaux, la piste d'accès est revégétalisée avec des espèces indigènes labellisées « Végétal local ». Durant les 5 premières années après la plantation, une coupe biannuelle est menée. Un suivi annuel de la reprise de la végétation est réalisé pendant une durée minimale de 5 ans.

23.8. Registre des terres excavées

Les mouvements des matériaux nécessaires à la réalisation des batardeaux seront enregistrés conformément aux dispositions des articles L541-7, R541-43-1 du code de l'environnement et de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021.

Les enregistrements sont tenus à la disposition du service en charge de la police de l'eau.

23.9. Surveillance, prévention des pollutions

L'implantation et la réalisation des ouvrages et travaux doivent être adaptées aux caractères environnementaux des milieux aquatiques ainsi qu'aux usages de l'eau. Les conditions d'implantation doivent être de nature à éviter ou à défaut, à limiter autant que possible les perturbations sur les zones du milieu tant terrestre qu'aquatique. Elles ne doivent ni engendrer de perturbations significatives du régime hydraulique du cours d'eau, ni aggraver le risque d'inondation à l'aval comme à l'amont, ni modifier significativement la composition granulométrique du lit mineur.

Le pétitionnaire doit prendre toutes les précautions nécessaires afin de prévenir les pollutions accidentelles et les dégradations et désordres éventuels que les travaux ou les ouvrages pourraient occasionner, au cours des travaux ainsi qu'après leur réalisation.

Il doit en outre garantir une capacité d'intervention rapide de jour ou de nuit afin d'assurer le repliement des installations du chantier en cas de crue consécutive à un orage ou un phénomène pluvieux de forte amplitude.

Les vidanges, pleins de carburant, toute manipulation de fluides hydrocarbures, lubrifiants et de circuit hydraulique seront réalisées sur une zone dédiée en dehors du lit du cours d'eau. Tout apport de polluant ou de charge solide, immédiat ou différé est proscrit. Le pétitionnaire prend toutes les dispositions nécessaires à cet égard, en particulier les travaux doivent être réalisés avec le souci constant de l'environnement et des milieux aquatiques.

Les produits susceptibles de porter atteinte à la qualité des eaux sont stockés hors d'atteinte de celles-ci et en dehors de la zone inondable.

Un kit anti-pollution doit être présent sur la zone de chantier pendant toute la durée de celui-ci. Il est mis à disposition et à la connaissance de l'ensemble des intervenants. En cas de survenance d'un incident il est immédiatement mis en œuvre afin de circonscrire la diffusion de fluide et de contenir les écoulements vers les eaux libres à proximité ou les infiltrations dans le sol.

Aussitôt après l'achèvement des travaux, le pétitionnaire enlève tous les décombres, terres, déchets de matériaux qui pourraient subsister sur les berges.

23.10. Destruction de l'usine et reconstruction de la centrale

Un suivi avant travaux et pendant le chantier est mis en place afin de s'assurer de l'absence de chiroptère dans les cavités (arbres favorables avant leur coupe ou usine avant démolition).

Le rapport d'inventaire de l'écologue est à transmettre à la DDT et à l'OFB dans un délai maximum d'un mois après son dernier passage.

Les prescriptions émises par l'architecte des Bâtiments de France sont prises en compte lors de la reconstruction.

23.11. Récolement

Dès l'achèvement des travaux, l'exploitant en avise le service instructeur en lui transmettant les plans de récolement des ouvrages de continuité réalisés accompagnés d'un compte-rendu détaillé de chantier dans lequel le pétitionnaire retrace le déroulement des travaux, toutes les mesures prises pour respecter les prescriptions et les éventuelles modifications réalisées en les justifiant.

Les plans de récolement et le compte rendu doivent être transmis au plus tard au **30 avril 2026**.

Titre VIII : Dispositions finales

Article 24 : Caducité

L'arrêté d'autorisation environnementale cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service ou réalisé dans un délai de trois ans à compter du jour de la notification de l'autorisation, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai et sans préjudice des dispositions des articles R211-117 et R214-97.

Le délai mentionné ci-dessus est suspendu jusqu'à la notification au bénéficiaire de l'autorisation environnementale :

1. D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre l'arrêté d'autorisation environnementale ou ses arrêtés complémentaires ;
2. D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre le permis de construire du projet ou la décision de non-opposition à déclaration préalable ;
3. D'une décision devenue irrévocable en cas de recours devant un tribunal de l'ordre judiciaire, en application de l'article L480-13 du code de l'urbanisme, contre le permis de construire du projet.

Cette caducité ne s'applique pas aux obligations réglementaires relatives à la continuité écologique.

Article 25 : délais et voies de recours

Recours contentieux :

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le recours doit être formulé auprès du tribunal administratif de TOULOUSE :

- par courrier : Tribunal administratif de Toulouse - 68 rue Raymond-IV 31000 Toulouse.
- Par la voie de l'application Télérecours : <http://telerecours.fr>

Les tiers intéressés formulant un recours contentieux sont tenus, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision.

Recours administratifs :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

La notification du recours à l'auteur de la décision et, s'il y a lieu, au bénéficiaire doit intervenir par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif. Cette notification est réputée accomplie à la date d'envoi de la lettre recommandée avec avis de réception. Cette date est établie par le certificat de dépôt de la lettre recommandée auprès des services postaux.

Article 26 : Publication et information des tiers

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement :

1. Une copie de l'arrêté est déposée aux mairies de Barry-Islemade, Albefeuille-Lagarde et Villemade et peut y être consultée ;
2. Un extrait de ces arrêtés est affiché à la mairie des communes de Barry-Islemade, Albefeuille-Lagarde et Villemade pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
3. L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de Tarn-et-Garonne pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 27 : Exécution

Le Secrétaire général de la préfecture de Montauban, le Sous-préfet de l'arrondissement de Castelsarrasin, le Directeur départemental des territoires de Tarn-et-Garonne, le directeur de l'Office Français de la Biodiversité, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux Maires des communes de Barry-Islemade, Albefeuille-Lagarde et Villemade et à EDF.

A Montauban, le

02 DEC. 2024

Le préfet,



Vincent ROBERTI